



**VILLE D'ESTAIRES**

- Nous, Maire de la Commune d'Estaires (Nord) ;
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-22 et L.2122-23 ;
- Vu le code de la commande publique et notamment l'article R.2122-8 ;
- Vu la délégation du Conseil Municipal du 22 septembre 2020 donnant délégation permanente au Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accord-cadre d'un montant inférieur à 215 000 € HT ;
- Vu l'arrêté de reprise du 15 novembre 2012 ;
- Considérant la nécessité, au regard des obligations légales, de reprendre des concessions dont l'état d'abandon a été constaté afin d'obtenir l'espace nécessaire aux futures inhumations ;

**DECIDONS**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché de reprise de 30 concessions au cimetière d'Estaires avec la société GESTCIM sise à OIGNIES (62590) 3, rue Louis Pasteur, pour un montant estimatif fixé à hauteur de 14 700 € HT.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Maire, ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à cette décision et notamment le contrat à conclure avec le prestataire.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal.

**ARTICE 3 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente décision.

**ARTICLE 4 :** La présente décision sera reprise au registre des délibérations du conseil municipal et fera l'objet de mesures de publicités réglementaires et dont ampliation sera adressée au Sous-Préfet de Dunkerque.

**ARTICLE 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de la présente notification ou de publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Fait à ESTAIRES, le 02/11/2023  
Le Maire,  
Bruno FICHEUX



- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

**DÉCISION PORTANT CONCLUSION D'UN MARCHÉ DE TRAVAUX  
DE REPRISSE DE 30 CONCESSIONS AU CIMETIERE D'ESTAIRES**